



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 10/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société CHEDDITE FRANCE S.A

99, Route de Lyon – BP112
26501 Bourg-Lès-Valence

Références : 20250707-RAP-DAEN0815
Code AIOT : 0006102526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement CHEDDITE FRANCE S.A implanté 99, Route de Lyon BP112 26501 Bourg-lès-Valence. L'inspection a été annoncée le 10/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEDDITE FRANCE S.A
- 99, Route de Lyon BP112 26501 Bourg-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHEDDITE est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de munitions de

chasse et de sport. Son actionnaire principal est SOFISPORT. Elle fabrique des douilles par an et des amorçages. Elle fabrique également des cartouches (amorçage + douille + poudre). Les amorces contenant le mélange pyrotechnique sont fabriquées sur le site de Clérieux. Sur le site de Bourg-lès-Valence, datant de 1936, sont fabriqués les tubes des douilles plastiques (extrusion) ou cartons, les culots métalliques par emboutissage, les chambres en acier des amorçages (traitement de surface atelier tonneau et emboutissage). Des amorces sont également stockées sur site.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
NC5_2020 – étanchéité des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15/01/2026
NC2_2023 – Stockages pyrotechniques n°59/54 et 67	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.8.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/03/2026
NC3_2023 – Parois de recoupement coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 8.3.2.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/08/2026
NC1_2025 – Classement 4510 (plomb solide)	Règlement européen du 05/01/2024, article 21 ^e ATP	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/08/2025

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
NC5_2023 - MMR cuve propane	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
NC4_2023 – état rétention TS	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
État des stocks	Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 8.2.2	/
Rétention des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du	/

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
	06/10/2023, article 8.5.1.5	
Transformateur électrique dans zone de production	Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 8.4.2	/
Fréquence de relevé des compteurs	Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 4.5.1	/
Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 4.1.1	/
Respect des fréquences d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 4.5.2	/
Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 4.4.2.1.	/
Absence de commentaires dans GIDAF	Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 2.7.3	/
Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement, article D. 541-361	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant progresse sur la mise en conformité des dispositions constructives de ses installations, notamment concernant les parois de recoupement coupe-feu. Il reste cependant encore quelques travaux à mener.

Concernant les rejets aqueux du site, ceux-ci sont conformes sur la période contrôlée entre août 2023 et mai 2025. Il est à noter cependant l'absence de valeur journalière pour le pH et la température sur le point de rejet final SRR2 et une prise en compte très tardive par l'exploitant de cette carence. Néanmoins, une mesure corrective a été apportée en mai 2025 (changement du dispositif de mesure en continu).

Plus globalement, l'inspection prend note de l'amélioration de l'attitude de l'exploitant ces dernières années, d'une meilleure prise en compte du respect de la réglementation ICPE et d'un meilleur dialogue avec l'inspection.

2-4) Fiches de constats

NC5_2020 – étanchéité des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : /

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, les réseaux de collecte doivent être visitables ou explorables par tout autre moyen.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Constats :Constats lors de la visite de 2020 :

L'exploitant n'a pas justifié de l'étanchéité des égouts. Il envisage d'utiliser pour partie ces réseaux pour la rétention des eaux d'incendie. L'exploitant doit justifier de l'étanchéité des égouts.

Par courriel du 19/11/2020, l'exploitant a transmis le rapport du 03/11/2020 sur l'état des réseaux. Le collecteur principal n'est pas étanche (absence de radier, lit de cailloux, fissure longitudinale) et des hydrocarbures sont présents. L'exploitant indique qu'un nettoyage des hydrocarbures est prévu.

L'exploitant doit transmettre le plan d'actions de remise en état des réseaux d'eaux d'ici le 31/01/2021.

Par courriel du 29/01/2021, l'exploitant a transmis un bon de commande pour une intervention de curage S15/2021.

Constats lors de la visite d 14/09/2021 :

L'exploitant indique qu'une étude de faisabilité de la réfection de l'ensemble des réseaux et de la création des bassins de rétention des 990 m³ d'eaux d'incendie est en cours par la société EGCTP. Il précise que ces travaux ne peuvent se dérouler qu'en dehors des périodes ouvrées pendant les 3 semaines d'arrêt au mois d'août et qu'il faudrait donc 5 à 6 ans afin que l'ensemble des travaux puissent être menés. Les montants s'élèvent à plusieurs millions d'euros et plusieurs appels d'offre doivent être effectués. Il est envisagé de faire des réseaux séparatifs eaux pluviales/eaux industrielles.

Un échéancier de travaux sur l'ensemble des réseaux doit être transmis pour le 31/03/2022. Une mise en demeure a été prise pour la partie du réseau TS.

Constats lors de la visite du 19/09/2023 :

Concernant la partie du réseau du traitement de surface entre SRR1 et SRR2, la mise en demeure du 19/10/2021 a été respectée.

Concernant les autres parties du réseau, par courrier du 15/04/2022, l'exploitant s'est engagé à faire les travaux en août 2022 (air de retournement des camions, mise en place des 2 citernes de 500 m³), 2023 (réalisation de 300 ml de canalisations), 2024 (300 ml de canalisations), 2025 (350 ml de canalisations), 2026 (250 ml de canalisations). A l'oral, l'exploitant s'est engagé à mettre en place les vannes martellières en 2022.

Lors de la visite, l'exploitant indique qu'en août 2022, des travaux ont été menés sur la partie parking/aire de retournement des camions. Une deuxième tranche de travaux pour la pose des 3 citernes de 300 m³, le raccordement de l'atelier extrusion et la pose des vannes martellières est prévue pour d'ici fin 2022. L'exploitant a présenté les bons de commande du 31/08/2022 pour ces travaux.

Lors de la visite du 19/09/2023, l'exploitant a indiqué et justifié de la réfection de 300 ml de réseaux d'eau pluviales sur la partie Sud-Est du site (raccordement des eaux de toiture à finaliser d'ici 1er trimestre 2024) (vu facture de LIOTARD du 28/08/2023). Les deux vannes martellières sont en place. À ce jour, elles ne sont pas opérationnelles. L'exploitant indique qu'elles seront asservies à la détection incendie. Il convient que l'exploitant prévoit également lors mise en œuvre manuelle ou le secours électrique en cas de coupure d'électricité.

Constats du 01/07/2025 :

Par courrier du 07/11/2024, l'exploitant a transmis les factures de réalisation des travaux sur les réseaux de la phase 3/5 (zone Ouest du site) de la société LIOTARD du 26/04/2024, du 24/06/2024 et du 27/08/2024.

<p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les factures de la société LIOTARD du 21/06/2024 pour la phase 3/5, une autre du 30/01/2025 de la société LIOTARD ainsi que deux factures du 26/02/2025 et du 10/03/2025 de la société EGC TP pour les travaux de réfection des réseaux dans la zone Nord-Est, côté château d'eau (phase 4/5).</p> <p>Un devis de la société LIOTARD du 30/05/2025 pour les travaux de la phase 4/5 prévus cet été a été présenté. Les travaux se poursuivent donc de manière régulière.</p> <p>4 débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures ont été mis en place. L'installation d'un 5^e est prévue en 2026, vers la zone de la fosse à métaux.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à ce que les travaux de la phase 4/5 soient terminés en 2025 et que ceux de la phase 5/5 le soient en 2026 au plus tard.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un point de l'avancée des travaux est à transmettre à l'inspection d'ici le 15/01/2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15/01/2026</p>

NC5_2023 - MMR cuve propane

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extinction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Deux mesures de maîtrise du risque sont mises en place sur le site :</p> <p>[...] • détection incendie avec activation d'un système de refroidissement de la cuve de propane.</p> <p>Les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir un niveau de confiance 1.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats du 19/09/2023 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté le procès-verbal de réception de la société DESAUTEL du 03/08/2022 pour la mise en service du système de déluge sur la cuve de propane.</p> <p>Un test de déclenchement de l'arrosage a été réalisé avec succès (par vanne manuelle).</p> <p><u>Demande :</u> L'exploitant doit justifier de la cohérence de cinétique de déclenchement du système déluge sur la cuve de propane avec la cinétique du phénomène dangereux d'ici le 31/12/2023.</p> <p>Constats du 01/07/2025 :</p> <p>Par courrier du 22/12/2023, l'exploitant transmet des éléments indiquant que le temps de réponse de l'électrovanne actionnant le système de refroidissement déluge de la cuve de propane est de 113 s à partir de la détection incendie. Il indique que l'intégrité de la cuve est assurée jusqu'à 500 °C et qu'au vu du flux thermique d'incendie du PhD2, il estime que le déclenchement de la vanne se fera bien avant la perte d'intégrité de la cuve.</p>

La démonstration est quelque peu lacunaire, notamment sur la cinétique de montée en puissance de l'incendie et le rayonnement reçu par la cuve. Cependant, l'inspection considère que l'exploitant a répondu à la demande parce que le temps de réponse de la vanne est inférieur à 2 min.

Type de suites proposées : Sans suite

NC2_2023 – Stockages pyrotechniques n°59/54 et 67

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 9.8.6

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2024

Prescription contrôlée :

Le local 59/54 est constitué de parois REI60.

Le local 67 est constitué d'une structure R30 et de parois EI60. Les stockages sont situés à 22,5 m de la paroi Est du site.

Constats :

Constats du 19/09/2023 :

L'exploitant n'a pas justifié que les parois du local 59/54 sont REI60, ni que la structure du local 67 est R30 munies de parois EI60.

Les stockages pyrotechniques du bâtiment 67 sont à plus de 22,5 m de la paroi Est du site.

Demande : L'exploitant doit justifier de la résistance au feu des parois des locaux 59/54 et 67 d'ici le 31/08/2024.

Constats du 01/07/2025 :

Par courrier du 12/11/2024, l'exploitant indique que des travaux de protection de la structure du bâtiment 67 (flocage R120) ont été menés. Il transmet la facture du 30/08/2024 de la société DI PROJECTION pour cela. L'exploitant a répondu à la demande pour le bâtiment 67.

Concernant les locaux 59/54, il transmet une étude de résistance au feu de la société GINGER CEBTP datée du 12/02/2024. Cette étude indique des travaux à réaliser sur les locaux 59/54 pour atteindre le degré coupe-feu REI60 attendu. Un devis pour la mise en conformité du mur Sud par la société EGCTP du 25/10/2024 est joint.

Par courriel du 27/06/2025, l'exploitant transmet l'attestation de la société EGC TP du 10/12/2024 pour l'enduit de 2 faces de la paroi Sud du bâtiment 54/59 selon les préconisations du cabinet GINGER (mur REI 60). L'inspection a constaté la mise en œuvre d'enduits sur la paroi Sud du bâtiment 54/59. L'exploitant a répondu à la demande pour ce mur.

Par courriel du 27/06/2025, l'exploitant transmet le devis de la société DI PROJECTION validé le 26/06/2025 pour le flocage REI 120 du mur Est du local 54/59. L'inspection a constaté la réalisation de ce flocage. L'exploitant a répondu à la demande pour ce mur.

Par courriel du 30/06/2025, l'exploitant sollicite un allongement de délai jusqu'au 31/03/2026 pour

la paroi Ouest considérant qu'il rencontre des difficultés techniques et de disponibilités des entreprises. Compte tenu des efforts faits sur les autres parois coupe-feu du site, l'inspection donne son accord pour cette extension de délai au 31/03/2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier d'un degré REI 60 pour la paroi Ouest du bâtiment 54/59 d'ici le 31/03/2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31/03/2026

NC3_2023 – Parois de recouplement coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 8.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
Prescription contrôlée : Les parois 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 mentionnées au plan en annexe I du présent arrêté sont de degré coupe-feu 2 h. L'exploitant dispose des éléments justifiant du degré coupe-feu de ces parois.
Constats : <u>Constats du 19/09/2023 :</u> Paroi 1 : l'exploitant indique qu'un chaînage béton est à faire. Il est prévu pour la fin de l'année => justificatifs à envoyer pour le 31/03/2024. Parois 3/6/8 : des portes coupe-feu sont à mettre en place. Le bon de commande du 21/06/2023 et le devis du 01/06/2023 de la société PORTALP ont été présentés. L'exploitant indique que ces travaux ne peuvent être menés qu'en période d'arrêt de production => justificatifs à transmettre pour le 31/08/2024. Paroi 4 : elle sépare en deux le bâtiment 10/86. Des trous sont présents dans la paroi et il n'y a pas de porte coupe-feu dans la zone de passage. L'exploitant indique que son bureau d'études ne lui a pas indiqué que des travaux étaient à mener sur cette paroi (rapport à l'appui). L'exploitant doit transmettre son plan d'actions d'ici le 31/12/2023. Paroi 7 : elle sépare le traitement de surface de la partie emboutissage. Elle ne comporte pas de porte coupe-feu et le rapport présenté par l'exploitant indique « une résistance au feu présumée supérieure à 2 h ». L'exploitant indique que son bureau d'études ne lui a pas indiqué que des travaux étaient à mener sur cette paroi (rapport à l'appui). L'exploitant doit transmettre son plan d'actions d'ici le 31/12/2023. Parois 5/9/10 : l'exploitant indique que des travaux de renforcement ont été menés (justificatifs à l'appui : attestation de travaux EGC TP du 08/08/2023). Cependant, lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une structure métallique pour la paroi 10 (bâtiment 84). Celle-ci n'est pas floquée. A priori, sans flochage, le degré coupe-feu d'une structure métallique ne peut être de 2h. L'exploitant doit transmettre son plan d'actions et faire confirmer ou infirmer le degré coupe-feu des parois 5/9/10 par un bureau d'études compétent d'ici le 31/12/2023.
Constats du 01/07/2025 : <u>Paroi 1</u> : Par courrier du 06/02/2025, l'exploitant indique que les travaux pour la mise en conformité de la paroi 1 sont réalisés. Une attestation du 31/01/2025 de la société EGC TP indique que le renforcement de la stabilité du pignon Nord au bâtiment Extrusion a été réalisé conformément à l'étude JP Ingénierie & Structures du 24/05/2024. Cette étude est jointe au courrier transmis le 08/11/2024 et indique viser une stabilité R120. Aussi, l'exploitant a répondu à la

demande.

L'inspection a constaté la réalisation des travaux de renforcement sur la paroi 1. L'exploitant a répondu à la demande pour cette paroi.

Parois 3/6/8 : par courrier du 08/11/2024, l'exploitant a transmis la facture du 21/12/2023 pour l'achat et la pose de portes coupe-feu EI120.

L'inspection a constaté que la paroi 3 comporte 4 portes coupe-feu et que la paroi 8 est bien coupe-feu.

L'exploitant a répondu à la demande pour les parois 3 et 8.

Concernant la paroi 6, l'inspection a constaté la présence de 3 portes coupe-feu, dont une maintenue par une cale en bois (porte Est). Une ouverture entre le magasin des pièces détachées et l'atelier montage n'est pas traitée coupe-feu. L'exploitant n'a pas répondu à la demande pour la paroi 6.

Parois 4 et 7 : par courrier du 08/11/2024, l'exploitant transmet le bon de livraison des portes coupe-feu par la société NOVOFERM du 21/03/2024.

Concernant la paroi 4, la porte coupe-feu mise en place est maintenue ouverte par une cale et est en cours de câblage. Il indique que les travaux seront terminés fin juillet 2025.

Concernant la paroi 7, deux portes coupe-feu sont en place. Cependant, la porte du rez-de-chaussé est maintenue ouverte par des cales en bois (porte battante sans dispositif de ventouse). L'exploitant n'a pas répondu à la demande pour la paroi 7.

Parois 9/10 : par courrier du 08/11/2024, l'exploitant transmet la facture du 30/08/2024 de la société DI PROJECTION indiquant le flocage des poteaux avec du FIREPLASTER 270 pour obtenir un R120.

L'inspection a constaté que les parois 9 et 10 sont floquées sur les zones non coupe-feu initialement. L'exploitant a répondu à la demande pour les parois 9 et 10.



Paroi 1



Porte coupe-feu maintenue bloquée dans la paroi 6



Porte coupe-feu absente entre le magasin pièces détachées et l'atelier montage

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier du bon état de fonctionnement de la porte coupe-feu de la paroi 4 d'ici le 31/07/2025, de celles des parois 6 et 7 d'ici le 30/09/2025.

Il doit également justifier d'un degré coupe-feu 2 h pour la paroi 6 sur la partie actuellement manquante entre le magasin de pièces détachées et l'atelier montage d'ici le 31/08/2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 31/08/2026

NC4_2023 – état rétention TS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2024

Prescription contrôlée :

Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;
- la fréquence de vérification des dispositifs contribuant directement à la sécurité des installations ou à la protection de l'environnement ;
- [...] – la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de

traitement et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé.

Le bon état des cuves de traitement, de leurs annexes, des stockages de solutions concentrées et des tuyauteries est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à 3 semaines et au moins une fois par an.

L'exploitant doit s'assurer fréquemment que les systèmes de rétention sont vides.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

Constats :

Constats du 19/09/2023

La partie de la rétention située sous les cuves de traitement présente une accumulation de matières solides. Cela ne permet pas la vérification du bon état de la rétention sur cette zone. L'exploitant indique ne pas vérifier périodiquement l'état de la rétention dans cette zone, car elle n'est pas exposée aux chocs et une résine est présente.

L'exploitant doit être en capacité de vérifier l'état de la rétention au moins une fois par an et lors de la suspension d'activité de l'atelier de plus de 3 semaines. L'exploitant transmettra d'ici le 31/08/2024 le rapport de contrôle de l'état de la rétention, y compris sous les cuves de traitement.

Constats du 01/07/2025

Par courrier du 08/11/2024, l'exploitant transmet les photos prises sous les cuves pendant les nettoyages/contrôles de novembre 2023 et avril 2024. Il indique qu'il n'y a pas d'anomalie d'étanchéité.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de vérification interne des rétentions du TS du 16/12/2024, du 18/06/2025 et du 23/03/2025. Les rétentions sont indiquées être en bon état.

L'inspection a contrôlé l'état des rétentions du traitement de surface et partage ce constat.

L'exploitant indique que des reprises de résine du sol à l'extérieur des rétentions sont prévues suite à l'enlèvement de matériel obsolète.

L'exploitant a répondu à la demande.



Rétention sous station de neutralisation

Type de suites proposées : Sans suite

État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 8.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des accidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'état des stocks est suivi informatiquement. Pour les produits pyrotechniques, le nombre d'unités (amorçages et douilles) est détaillé par bâtiment. Il n'y a pas de cartouches au jour de la visite.

L'inspection a contrôlé, via l'état des stocks, les quantités de matières actives dans chacune des 6 zones pyrotechniques. Les quantités stockées sont inférieures au maximum autorisé.

Il est à noter qu'il est pour cela nécessaire de réaliser un calcul à partir de l'état des stocks pour connaître la quantité de matière active réellement présente (masse de MA x nombre d'unités). De plus, les noms des bâtiments de l'état des stocks (noms d'usage) ne sont pas les mêmes que ceux de l'arrêté préfectoral. Cela nécessite un exercice de correspondance. Aussi, les données sont disponibles mais assez longues à exploiter. En cas d'accident, ces délais sont susceptibles de nuire à la bonne intervention des secours.

L'état des stocks des produits chimiques et des matières combustibles diverses est suivi également informatiquement. Il permet la localisation des produits. Il est à noter que les mentions de dangers des produits chimiques ne sont pas identifiées dans l'état des stocks. Cela ne constitue pas un écart mais peut également nuire à la bonne intervention des secours en cas d'accident.
Type de suites proposées : Sans suite

NC1_2025 – Classement 4510 (plomb solide)

Référence réglementaire : Règlement européen du 05/01/2024, article 21 ^e ATP
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Prescription contrôlée : La 21 ^e adaptation au progrès technique (ATP) du règlement CLP rentrera en application le 1 ^{er} septembre 2025 (JO du 5 janvier 2024). Cet ATP modifie notamment la classification de dangerosité du plomb massif (particules > 1 mm) qui est désormais classé très toxique pour les organismes aquatiques entraînant des effets néfastes à long terme (H410).
Constats : L'article 9.8.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/10/2023 autorise la présence de cartouches de chasse contenant du plomb massif > 1 mm de diamètre dans les bâtiments 54/59 et 67. L'étude de dangers du site comporte également ces éléments. Un courrier du 19/02/2024 demandant le positionnement sous la rubrique 4510 vis-à-vis du plomb massif a été transmis à l'exploitant. Aucune réponse n'est parvenue à ce stade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se positionner sous la rubrique 4510 selon les termes indiqués dans le courrier du 19/02/2024 susmentionné d'ici le 31/08/2025. Les autres produits classés très toxiques pour les organismes aquatiques devront être pris en compte dans ce positionnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31/08/2025

Rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 8.5.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Le volume est a minima de 990 m ³ . Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement [...]
Constats :

Par courrier du 07/11/2024, l'exploitant indique que des consignes pour la mise en œuvre des 2 vannes manuelles de mise en rétention du site en cas d'incendie sont mises en place.

Un test par un équipier de seconde intervention a été réalisé en visite sur la vanne Est avec activation en local. Le test est concluant.



Vanne d'isolement Est en train de se fermer

Type de suites proposées : Sans suite

Transformateur électrique dans zone de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 8.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

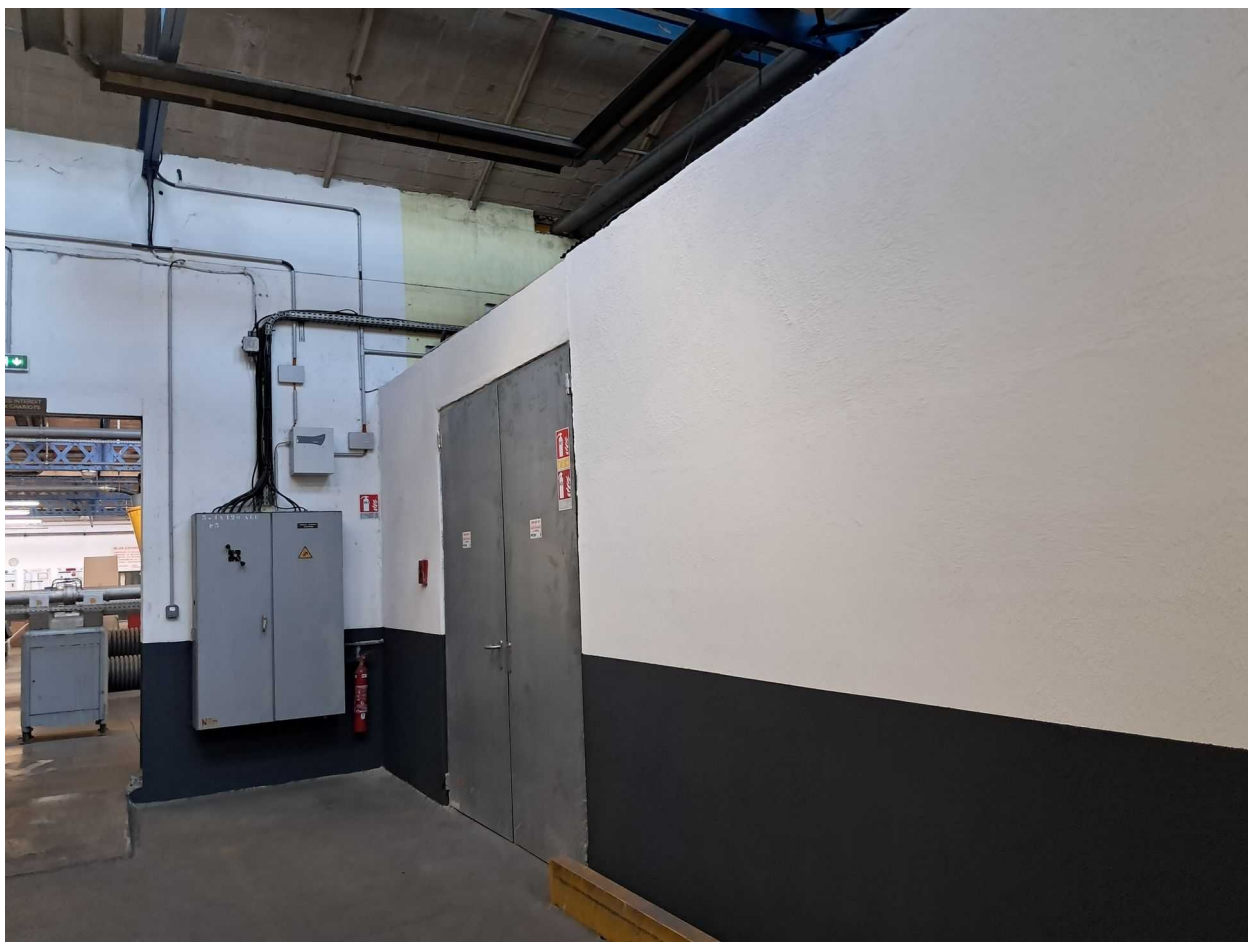
Prescription contrôlée :

[...] Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du stockage de matières combustibles, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés des stockages par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120. Cette disposition est applicable à compter du 31/12/2024. [...]

Constats :

Par courrier du 07/05/2024, l'exploitant a transmis les éléments justifiant de la mise en place d'un local REI 120 autour du transformateur électrique P3.

L'inspection a constaté en visite la mise en place de murs autour du transformateur P3.



Zone du transformateur P3

Type de suites proposées : Sans suite

Fréquence de relevé des compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 4.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

Constats :

L'exploitant a présenté un registre de suivi trimestriel des index des compteurs d'eau. Il a également présenté un relevé journalier du compteur du forage principal relié au château d'eau.

Index des compteurs liés au process :

Forage château d'eau : 4 588 m³ (changé en décembre 2024)

AEP refroidissement (extrusion) : 6 100 m³

Type de suites proposées : Sans suite

Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 4.1.1					
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau					
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :					
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m³/an)	Prélèvement maximal	
				Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j)
Eau souterraine	Alluvions du Rhône du confluent de l'Isère au défilé de Donzère	FRDG381	23000	80	100
Réseau d'eau public alimentation en eau potable	BOURG-LES-VALENCE	/	Pour les eaux industrielles : 1540	/	5
Constats : Consommation AEP 2024 : 401 m³ Consommation forage 2024 : 9 959 m³ Les consommations sont conformes à l'arrêté préfectoral.					
Type de suites proposées : Sans suite					

Respect des fréquences d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 4.5.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux				
Prescription contrôlée :				
Rejet n°1 – rejet général				
Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit	1552	instantané	continu	Trimestrielle
pH	1302	instantané	continu	
Température	1301	instantané	continu	
MES	1305	moyen 24 heures	trimestrielle	
DCO	1314	moyen 24 heures	trimestrielle	
DBO ₅	1313	moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Azote global	1551	moyen 24 heures	Annuelle	
Phosphore total	1350	moyen 24 heures	Annuelle	
Hydrocarbures totaux	7009	moyen 24 heures	Annuelle	
Métaux totaux	8095	moyen 24 heures	Annuelle	
<i>Cuivre et ses composés (en Cu)</i>	1392	moyen 24 heures	trimestrielle	Trimestrielle
<i>Chrome et ses composés (en Cr)</i>	1389	moyen 24 heures	trimestrielle	
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	moyen 24 heures	trimestrielle	
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	moyen 24 heures	trimestrielle	

Les prélèvements sont effectués en dehors des périodes de précipitations météoriques. [...]

Rejet n°4 – traitement de surface – SRR1 : voir arrêté préfectoral

Constats :

Pour le rejet SRR1 (TS), la fréquence d'autosurveillance est respectée. L'inspection a constaté la présence d'un débitmètre et d'un pH-mètre au point de rejet SRR1.

Pour le rejet SRR2 : la surveillance du pH et de la température n'est plus réalisée depuis août 2023. Un plan d'actions n'est proposé qu'à partir de janvier 2025.

La fréquence d'autosurveillance sur les autres paramètres est conforme.

L'exploitant a transmis par courriel du 30/06/2025 le rapport de mise en service du nouveau pH-mètre, débitmètre et sonde de température sur SRR2 le 28/05/2025 par la société ENDRESS+HAUSER.

L'inspection a constaté lors de la visite que l'équipement est en fonctionnement.

L'exploitant indique par courriel du 03/07/2025 que le suivi du pH a été réalisé pendant cette période journalièrement sur le point de suivi SRR1 (traitement de surface). Les eaux rejetées proviennent principalement du traitement de surface.

L'inspection note donc un écart qui a eu lieu pendant une année et demi. Cependant, la situation est revenue à la normale.



Écran débitmètre-pHmètre-température SRR2



Point de mesure du rejet SRR2



Appareil d'échantillonnage SRR1



Point de prélèvement SRR1



Enceinte réfrigérée pour prélèvement SRR1



Écran débitmètre-pHmètre-température SRR1

Type de suites proposées : Sans suite

Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 4.4.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

VLE pour les rejets en milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré après traitement approprié des effluents, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Cf arrêté préfectoral

Constats :

Rejet SRR1 :

Entre novembre 2023 et mai 2025, les rejets issus du TS sont conformes.

Rejet SRR2 :

Entre novembre 2023 et mai 2025, les rejets sont conformes. Des dépassements du volume rejeté sont à noter. L'exploitant indique en commentaire qu'il s'agit de jours avec fortes pluies (point de rejet commun eaux pluviales et eaux industrielles).

Type de suites proposées : Sans suite

Absence de commentaires dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 2.7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

<p>[...] Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'article 2.7.2, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déclarations GIDAF du rejet SRR2 ne mentionnent pas d'analyse des causes ni de plan d'actions relatifs à l'absence de valeurs pour le pH et la température entre août 2023 et avril 2025, hormis en janvier 2025.</p> <p>Cet écart devra être corrigé lors de la prochaine anomalie dans les rejets afin que l'inspection puisse s'assurer de la bonne prise en compte de l'écart par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 541-361</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.</p> <p>Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.</p> <p>Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site stocke et utilise des billes de plastique pour fabriquer les cartouches. L'inspection a constaté la présence de 2 grilles de mailles adaptées au niveau du point de rejet n° 1 (SRR2) (eaux de process + eaux pluviales). L'exploitant indique contrôler l'état des grilles hebdomadairement. Il prévoit la mise en place d'un dispositif plus pratique à terme.</p> <p>L'inspection n'a pas contrôlé la présence de ce type d'équipement sur le point de rejet n°2.</p>



Grilles de rétention des billes plastiques sur SRR2

Type de suites proposées : Sans suite